



Journaliste : Aïda Zénova

Intégrateur : Luc Lavigne

En 1998, une nouvelle affaire de sexe embarrasse la Maison-Blanche. Comme les précédentes, cette affaire porte un nom féminin : Monica Lewinsky.



Qui est Monica Lewinsky?

Avant de faire trembler la Maison-Blanche, Monica Lewinsky, ancienne stagiaire par qui le scandale est arrivé, a vécu parmi la jeunesse dorée de Beverly Hills, dans les luxueux faubourgs de Los Angeles. Les parents de Monica ont divorcé quand elle avait 14 ans. Sa mère, Marcia Lewis, est une écrivaine qui a signé notamment une biographie non autorisée, *La vie privée des trois ténors*, dans laquelle elle raconte en détail l'intimité présumée de Luciano Pavarotti, Jose Carrera et Placido Domingo. Son père, le Dr Bernard Lewinsky, est un radiologue célèbre de Beverly Hills. Leur séparation se déroulera de façon tumultueuse, entre les aspects financiers (le partage de la maison évaluée à 1,6 million et les intérêts du Dr Lewinsky dans trois cliniques) et la bataille pour la garde des enfants, Monica et son petit frère Michael, de quatre ans son cadet. Le père de Monica est même accusé de mauvais traitements envers sa femme et ses enfants.

Monica Lewinsky a fait une partie de ses études au Beverly Hills High School, un établissement réputé aussi bien pour son niveau que pour son côté huppé. Puis, elle quitte cette école pour la petite Pacific Hills School, alors appelée Bel-Air Prep. Après avoir terminé ses études secondaires, en 1991, elle a brièvement suivi des cours au Santa Monica College avant d'entrer, en 1993, au Lewis Clark College de Portland, dans l'Oregon.



En mai 1995, son diplôme de psychologie en poche, Monica Lewinsky débarque à Washington, où vit sa mère. C'est un ami de celle-ci, Walter Kaye, assureur à la retraite et donateur du Parti démocrate, qui lui trouve un stage à la Maison-Blanche. Comme des milliers de jeunes gens avant elle, elle est affectée à des tâches de bureau, en l'occurrence le standard téléphonique de Leon Panetta, alors secrétaire général à la Maison-Blanche.



De ce stage non rémunéré, elle passe bientôt à des activités dûment payées au Bureau des affaires législatives, où elle est chargée de remettre le courrier de congressistes à des responsables de la Maison-Blanche, parfois même jusqu'au bureau ovale. Tout s'accélère en avril 1996, lorsque Monica Lewinsky est soudain transférée au Pentagone, après avoir obtenu de conseillers de la Maison-Blanche la promesse d'un possible retour, une fois le président Bill Clinton réélu.



Au Pentagone, où elle restera jusqu'en décembre 1997, la jeune femme occupe le poste d'assistante de Kenneth Bacon, porte-parole du département de la Défense, pour un salaire annuel de 30 658 \$ américains, qui sera ensuite porté à 32 736 \$. Son rôle se limite à la réception de messages téléphoniques et à la transcription d'interviews. C'est là qu'elle fait la connaissance de Linda Tripp.



Le rôle de Linda Tripp

C'est donc au Pentagone que Monica Lewinsky rencontre Linda Tripp, qui y a été mutée en août 1994, elle aussi de la Maison-Blanche. Linda Tripp a passé quatre ans à la Maison-Blanche, d'abord pour l'administration Bush, puis sous Bill Clinton. Elle y a été l'assistante de l'avocat Bernard Nussbaum, affectée à des tâches subalternes, et son nom commence à émerger lorsqu'elle témoigne devant le Congrès, et auprès du procureur indépendant Kenneth Starr, en relation avec le suicide en juillet 1993 d'un autre avocat de la Maison-Blanche, Vincent Foster. Elle est la dernière à l'avoir vu vivant et laisse entendre que certains documents ont été déplacés de son bureau après sa mort. En août 1994, elle est mutée au Pentagone, après plusieurs mois sans réelle affectation à la Maison-Blanche.



C'est encore Linda Tripp qui révèle à l'hebdomadaire *Newsweek* qu'une certaine Kathleen Willey lui a confié avoir été embrassée et caressée par le président en 1993, alors qu'elle venait lui demander un emploi. L'avocat de Bill Clinton, Robert Bennett, affirme que Mme Tripp n'est pas crédible, une réflexion qui aurait conduit celle-ci à commencer ses enregistrements. Les avocats de Paula Jones, jeune femme de l'Arkansas qui accuse Bill Clinton de harcèlement sexuel lorsqu'il était gouverneur, réagissent. Ils cherchent à prouver que Clinton est un habitué des gestes déplacés et aventures extraconjugales, et demandent à Kathleen Willey de témoigner sous serment, dans le cadre des préparatifs du procès prévu pour mai. Ils font la même demande à Linda Tripp et à Monica Lewinsky. Kathleen Willey aurait confirmé sous serment avoir été embrassée et caressée par le président.

Devenue, entre-temps, la confidente de Monica Lewinsky, Linda Tripp avait pris la précaution d'enregistrer ses conversations téléphoniques avec la jeune fille. Elle décide d'entrer en contact avec le procureur indépendant Kenneth Starr, qu'elle connaissait depuis qu'il lui avait demandé de témoigner après la mort de Vincent Foster, qui enquête depuis plusieurs années sur le scandale immobilier de Whitewater dans lequel seraient impliqués Bill et Hillary Clinton. Dix-sept bandes magnétiques sont remises à Kenneth Starr. Au cours de ces conversations téléphoniques, Monica Lewinsky déclare avoir eu une liaison avec Bill Clinton, après l'avoir rencontré au hasard d'une visite au bureau ovale.

Selon les confidences recueillies par Mme Tripp, Bill Clinton et un ami, Vernon Jordan, ont tous deux fait pression sur Monica Lewinsky pour qu'elle signe, en 1997, une déclaration écrite sous serment niant toute liaison avec le président. Ce stratagème visait à la faire mentir lorsqu'elle serait interrogée par les défenseurs de Paula Jones. Dans les enregistrements remis à Kenneth Starr, Monica Lewinsky explique comment Vernon Jordan lui a trouvé un emploi au sein de la société cosmétique Revlon. La firme a confirmé que l'avocat, également membre du Conseil d'administration, était intervenu en faveur de la jeune femme.



Chronologie du scandale

Le 7 janvier 1998 : Monica Lewinsky témoigne sous serment à la demande des avocats de Paula Jones, qui poursuit le président des États-Unis pour harcèlement sexuel.



Les avocats de Paula Jones veulent établir que le président Bill Clinton est coutumier du fait, et ont, dans ce but, exigé plusieurs témoignages, dont celui de Monica Lewinsky. Cette ancienne stagiaire à la Maison-Blanche affirme dans sa déposition écrite qu'elle n'a « jamais eu de relation sexuelle avec le président », qui s'est « toujours conduit avec elle de manière convenable ».



Le 12 janvier : Linda Tripp, ancienne employée de la Maison-Blanche, également convoquée par les avocats de Paula Jones, rencontre ses avocats pour préparer sa déposition. Selon le *Washington Post*, elle leur a fait parvenir des enregistrements de conversations avec son « amie » Monica où celle-ci raconte sa liaison présumée avec Bill Clinton, qui lui aurait conseillé de mentir sous serment. Mme Tripp se fâche contre ses avocats, qui voulaient, selon le *Post*, transmettre les cassettes à l'avocat du président. Elle téléphone au procureur indépendant Kenneth Starr, républicain enquêtant sur les Clinton, et raconte son histoire.



Le 13 janvier : Linda Tripp rencontre Monica Lewinsky pour boire un verre dans un hôtel proche du Pentagone, où elle travaille. Elle est équipée, à la demande de Kenneth Starr, d'un micro dissimulé et enregistre la conversation.

Le 14 janvier : Monica Lewinsky aurait remis à Linda Tripp un document écrit lui expliquant quoi dire dans sa déposition avec les avocats de Paula Jones. L'idée est de protéger le président.

Le 16 janvier : Kenneth Starr demande au département de la Justice d'étendre le champ de son enquête aux nouvelles allégations contre Bill Clinton. Il reçoit le feu vert. Il organise une nouvelle rencontre entre les deux femmes dans le même hôtel. Des agents du FBI et des enquêteurs interviennent, confrontent Monica aux enregistrements et lui proposent l'immunité si elle coopère. Mais la jeune femme réclame sa mère, qui refuse tout accord avant d'avoir consulté leur avocat.



Le 17 janvier : Bill Clinton est à son tour interrogé sous serment par les avocats de Paula Jones. À une question sur Monica Lewinsky, il aurait nié toute liaison, d'où la possibilité de parjure.

Le 19 janvier : Le nom de Monica Lewinsky apparaît sur **Drudge Report**, un site web qui cite des rumeurs selon lesquelles l'hebdomadaire *Newsweek* envisage de faire des révélations sur la jeune femme.



Le 21 janvier : La chaîne de télévision ABC News, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times* et Associated Press annoncent que Monica Lewinsky et Bill Clinton auraient eu une liaison. Bill Clinton déclare sur la chaîne de télévision PBS : « Je n'ai demandé à personne d'aller dire quelque chose qui ne soit pas vrai. »



Le 22 janvier : Un ami personnel du président, Vernon Jordan, affirme que Monica Lewinsky lui a dit qu'elle n'avait pas eu de relation sexuelle avec Bill Clinton. Il dément lui avoir conseillé de mentir à la justice, mais reconnaît l'avoir aidée à trouver du travail. Le *Washington Post* affirme que Bill Clinton aurait reconnu, pour la première fois, lors de sa déposition du 17 janvier, avoir eu, alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas, une liaison avec Gennifer Flowers, une ancienne chanteuse de

cabaret. Il aurait également reconnu avoir fait des cadeaux à Monica Lewinsky. Bill Clinton réaffirme cependant n'avoir « jamais demandé à qui que ce soit de mentir » à la justice.



Le 23 janvier : Plusieurs ministres du gouvernement prennent la défense de Bill Clinton. « Ces accusations sont complètement fausses », affirme le secrétaire d'État Madeleine Albright. Le pourcentage des opinions favorables des Américains pour Bill Clinton chute de 60 à 50 % en une semaine, selon un sondage CNN-Time.

Les 24-25 janvier : Les révélations non confirmées se poursuivent sur des cadeaux, des conversations érotiques entre Bill Clinton et Monica Lewinsky, qui auraient été surpris ensemble. Certains proches de Clinton prennent sa défense lors des émissions politiques télévisées du dimanche.



Le 26 janvier : Les avocats de Bill Clinton demandent au juge chargé de l'affaire Paula Jones d'avancer la date du procès intenté contre le président des États-Unis pour harcèlement sexuel. Dans sa requête au tribunal de Little Rock, l'avocat Robert Bennett soutient que le droit de Bill Clinton à être jugé loyalement le 27 mai est mis en péril par le scandale qui secoue la Maison-Blanche.

Le 27 janvier : Dans une entrevue au réseau NBC, la première dame des États-Unis, Hillary Clinton, déclare que le scandale sexuel qui éclabousse son mari n'est qu'un épisode de plus dans la

campagne politique menée par les opposants de Bill Clinton. Mme Clinton rappelle qu'elle et son mari ont été accusés de bien des choses par le passé, même de meurtre. Elle affirme que la vérité finira par sortir et qu'elle est patiente. Hillary Clinton dit ne pas connaître Monica Lewinsky et croit son mari lorsqu'il dit qu'il n'a jamais eu de relations sexuelles avec elle.



Le 29 janvier : Un juge de l'Arkansas décide que le cas Monica Lewinsky ne pourrait pas être cité dans le procès pour harcèlement sexuel intenté par Paula Jones contre Bill Clinton.

Le 30 janvier : Dans un communiqué, Linda Tripp affirme qu'elle était présente lors d'un entretien téléphonique nocturne entre l'ex-stagiaire de la Maison-Blanche et le président Clinton.

La cote de popularité de Bill Clinton atteint des sommets historiques. Un taux record de 68 % d'Américains approuvent la façon dont le président remplit ses fonctions, selon un sondage de la chaîne de télévision ABC. Deux autres sondages menés par les réseaux CBS et Fox révèlent que trois Américains sur quatre approuvent la façon dont leur président s'acquitte de ses responsabilités.



Le 7 février : Le président américain contre-attaque en accusant le procureur indépendant Kenneth Starr d'être à l'origine des nombreuses fuites dans l'enquête sur ce scandale sexuel et sur les allégations de subornation de témoins. Dans une lettre au ton virulent adressée à Kenneth Starr, l'avocat personnel du président Clinton, David Kendall, accuse le procureur de divulguer des informations et de colporter des mensonges, dans le but de manipuler l'opinion publique et des témoins potentiels dans le dossier Monica Lewinsky.

Le 27 février : L'affaire Monica Lewinsky devient une guerre ouverte entre la Maison-Blanche et le procureur indépendant Kenneth Starr. À l'issue de son interrogatoire, un des principaux faiseurs d'image de Bill Clinton, Sydney Blumenthal, lance, furieux : « S'ils croient qu'ils m'ont intimidé, ils se trompent. »

Un à un, les conseillers du président sont forcés de témoigner. Pour les empêcher de révéler ce qu'ils savent sur Lewinsky, Bill Clinton songe à invoquer le privilège de l'exécutif. Prérrogative présidentielle, ce privilège dispense l'occupant de la Maison-Blanche et ses collaborateurs de témoigner ou de livrer des documents à la justice. Richard Nixon avait invoqué sans succès ce privilège pour tenter de garder secrets des enregistrements durant le scandale du Watergate.

Le 3 mars : Vernon Jordan, avocat et ami du président, témoigne durant plus de sept heures devant un grand jury fédéral. À sa sortie, il déclare avoir répondu aux questions de façon loyale et complète. Il réaffirme son amitié, sa confiance et son admiration pour Bill Clinton. Selon Me Jordan, Monica Lewinsky aurait affirmé n'avoir jamais eu de relations sexuelles avec le président. Vernon Jordan a toujours nié avoir conseillé à la jeune stagiaire de mentir à la justice.



Le 5 mars : Le *Washington Post* publie le témoignage livré par le président le 17 janvier dans l'affaire Paula Jones, un témoignage qui aurait dû demeurer secret. Bill Clinton laisse éclater sa colère. Il crie à l'illégalité et jette la faute sur ses ennemis politiques.



Le 2 avril : Bill Clinton remporte une importante victoire dans l'affaire Paula Jones. La juge Susan Wright rejette la plainte de harcèlement sexuel portée par Paula Jones contre lui.

Le 28 mai : Kenneth Starr saisit la Cour suprême des États-Unis pour qu'elle tranche rapidement et définitivement son différend avec le président Bill Clinton sur la question du privilège exécutif. « Il est tout à fait dans l'intérêt de la nation que ce cas soit résolu rapidement afin que l'enquête du grand jury puisse aboutir au plus vite », dit-il.



Le 2 juin : Monica Lewinsky limoge son avocat, William Ginsburg. Elle choisit deux nouveaux avocats, Jake Stein et Plato Cacheris, pour la représenter.



Le 30 juin : Témoin clé dans l'affaire Lewinsky, Linda Tripp comparaît devant le grand jury. Elle ne fait aucune déclaration à sa sortie, mais son avocat indique qu'elle lui a dit avoir trouvé très facile de répondre avec honnêteté aux questions du procureur et des jurés. Les sondages démontrent que 9 Américains sur 10 avouent détester Mme Tripp et beaucoup la soupçonnent d'avoir manipulé Monica Lewinsky afin d'écrire un livre à succès sur cette juteuse histoire.

Le 17 juillet : Les gardes du corps du président commencent à témoigner devant le grand jury. Ces comparutions font suite à une extraordinaire saga judiciaire touchant la confidentialité des agents secrets, à laquelle le juge en chef de la Cour suprême met fin. La Maison-Blanche invoquait le respect du secret qui lie les gardes du corps. Le plus haut tribunal a estimé que le gouvernement n'a pas réussi à prouver que le témoignage des gardes du corps pourrait causer un dommage irréparable à la relation de confiance entre le président et les services secrets.



Le 28 juillet : Monica Lewinsky négocie son immunité judiciaire avec le procureur Kenneth Starr, en

échange de son témoignage sur la nature exacte de ses relations avec le chef de la Maison-Blanche.



Le 6 août : Monica Lewinsky témoigne devant le grand jury. Protégée par l'immunité accordée par Kenneth Starr, elle aurait reconnu avoir eu des relations sexuelles avec Bill Clinton, selon des sources judiciaires, et remis aux enquêteurs une robe souillée qui mettrait le président en cause. Selon le réseau CNN et le *Los Angeles Times*, Monica Lewinsky aurait révélé avoir eu une douzaine de contacts sexuels avec le président tout en lui promettant de garder leur liaison secrète. Elle aurait d'autre part souligné qu'on ne lui avait jamais demandé de mentir à ce sujet.



Le 17 août : Bill Clinton témoigne devant le grand jury via circuit vidéo fermé.



Trois heures après son témoignage, il s'adresse à la nation et reconnaît avoir eu une « relation inconvenante » avec Monica Lewinsky. « Cela constitue une très grave erreur de jugement et un manquement personnel de ma part, dont je suis le seul et l'entier responsable... J'ai trompé les gens, y compris ma femme, et je le regrette profondément », dit le président. Il justifie le mensonge par la nécessité de « se protéger de la honte » résultant de sa conduite et de protéger sa famille.

Le 20 août : Monica Lewinsky témoigne une deuxième fois sous serment et à huis clos devant le grand jury. Selon des membres de son entourage, l'ancienne stagiaire de la Maison-Blanche aurait contredit le témoignage de Bill Clinton en affirmant que leurs relations sont allées plus loin que des fellations. Monica Lewinsky aurait été déçue et froissée par le fait que Bill Clinton ait minimisé leur relation lors de son allocution télévisée. Entre-temps, Bill Clinton fournit des échantillons d'ADN au bureau du procureur Starr pour des tests génétiques ayant pour but de déterminer si la tache de sperme sur une robe de Monica Lewinsky provient du président.



Le 10 septembre : Kenneth Starr envoie son rapport au Congrès.



Le 11 septembre : Le **rapport** est rendu public sur Internet. Il mentionne 11 motifs susceptibles de mener à la destitution du président. Kenneth Starr accuse notamment le président d'avoir menti sous serment lors de sa déposition dans l'affaire Paula Jones, ainsi que devant le grand jury. Il lui reproche aussi d'avoir fait entrave à la justice en cachant sa liaison avec Monica Lewinsky. Enfin, le rapport Starr affirme que les actes commis par Bill Clinton sont incompatibles avec le devoir constitutionnel du président.



Le 15 décembre : Bob Livingston, leader républicain à la Chambre des représentants, avoue avoir eu des liaisons extraconjugales, démissionne et appelle le président Clinton à faire de même.

Le procès

Le 19 décembre : La Chambre des représentants, à majorité républicaine, se prononce à 228 contre 205 en faveur de la destitution du président américain, pour parjure dans l'affaire Monica Lewinsky. Ce résultat ouvre la voie à un procès en destitution devant le Sénat, l'autre composante du Congrès américain. Les représentants adoptent aussi un deuxième chef d'accusation d'obstruction à la justice déposé contre Bill Clinton. Par contre, ils rejettent ceux de parjure dans l'affaire Paula Jones et d'abus de pouvoir.



Le 19 janvier 1999 : Le Sénat vote pour la convocation de trois témoins : Monica Lewinsky, l'avocat et ami du président Vernon Jordan et le conseiller Sydney Blumenthal. Les 55 sénateurs républicains et un démocrate, Russ Feingold du Wisconsin, votent en faveur, les 44 autres sénateurs démocrates votent contre. Les témoignages vidéo de Monica Lewinsky, Vernon Jordan et Sidney Blumenthal ne contiennent aucune nouvelle révélation.



Plusieurs sénateurs républicains admettent désormais qu'ils n'auront pas assez de voix pour destituer le président Clinton et que la motion de censure serait la façon la plus honorable d'en finir avec le procès. Les sénateurs républicains craignent de plus en plus qu'un vote contre la destitution soit interprété comme une victoire par la Maison-Blanche. Contrairement au vote de destitution, qui exige une majorité des deux-tiers, une motion de censure peut être adoptée avec seulement la majorité absolue.

Après un mois de procès public et hautement médiatisé, le Sénat américain décide de mener à huis clos ses délibérations.



Le 5 février : Le procès en destitution du président américain prend fin. Bill Clinton est acquitté du premier chef d'accusation de parjure, porté contre lui par la Chambre des représentants, avec une majorité absolue de 54 voix contre 45, et une abstention. Le deuxième scrutin portant sur l'accusation d'entrave à la justice se solde par un verdict nul de 50 contre 50. Il aurait fallu 67 voix pour l'un ou l'autre des articles de destitution pour démettre le président de ses fonctions.

Après son acquittement, Bill Clinton réitère ses excuses au peuple et au Congrès américains pour son rôle dans l'affaire Lewinsky. Il dit espérer que son acquittement ouvrira une période de réconciliation et de renouveau pour l'Amérique.



Après le verdict d'acquittement, un sondage réalisé pour la chaîne de télévision CBS révèle que 64 % des Américains interrogés sont satisfaits du maintien du président Clinton à la Maison-Blanche. Toutefois, seulement 58 % des répondants pensent qu'on peut encore faire confiance à Bill Clinton dans le cadre de ses fonctions présidentielles. Le sondage révèle en outre que 61 % des Américains croient que tout n'est pas fini... Le *New York Times* rapporte, en effet, que le procureur indépendant Kenneth Starr songe à entamer une poursuite au civil avant la fin du mandat de Bill Clinton, en janvier 2001.

L'affaire Monica Lewinsky en chiffres

- Coût de l'enquête menée par Kenneth Starr : 4,4 millions de dollars.
- Coût de l'ensemble des investigations menées par Kenneth Starr sur Bill Clinton (Whitewater, Paula Jones, Monica Lewinsky) : 40 millions.
- Frais d'avocat de Monica Lewinsky : plus de 2 millions.
- Cadeaux échangés entre Monica Lewinsky et Bill Clinton, selon l'ex-stagiaire de la Maison-Blanche : 48.
- Témoins appelés à la barre du grand jury fédéral présidé par le procureur Kenneth Starr : 67.
- Nombre de pages des témoignages recueillis par le grand jury : plus de 50 000.
- Nombre de pages du rapport Starr adressé à la Chambre des représentants : 445, à quoi il faut ajouter 36 boîtes contenant deux exemplaires de son rapport et de nombreuses pièces à conviction destinées au Congrès.
- Nombre de procureurs du procès au Sénat : 13.
- Démocrates de la Chambre qui ont voté en faveur de l'article de destitution pour parjure : 5 (sur 206); en faveur de l'article de destitution pour obstruction à la justice : 5.
- Républicains de la Chambre qui ont voté contre l'article de destitution pour parjure : 5 (sur 228); contre l'article pour obstruction à la justice : 12.
- Voix requises au Sénat pour destituer le président : 67.

Hyperliens

[Libération : La crise présidentielle aux États-Unis](#)

Dossier : chronologie, acteurs, articles du journal sur l'affaire Lewinsky, extraits du rapport Starr traduits en français

[Time : Scandale dans le bureau ovale](#)

Excellente couverture de l'affaire Lewinsky, pour mieux comprendre le rôle de chacun dans l'affaire (en anglais)

[Le rapport Starr sur l'affaire Lewinsky](#)

Site de la Chambre des représentants du Sénat des États-Unis (en anglais)

[Les scandales des Clinton de A à Z](#)

Page sur plusieurs scandales auxquels les Clinton ont été mêlés (en anglais)

[Comité pour la destitution de Clinton](#)

Site ouvertement anti-Clinton (en anglais)

[La Maison-Blanche](#) (en anglais)